

Paul Euzière : « Inverser ce qui a été fait depuis 25 ans »

Le premier opposant de Jérôme Viaud va de nouveau se lancer dans la course à la mairie avec une annonce de taille : en cas de victoire, il ne prendra pas la présidence de la communauté d'agglomération.

Pour certains, c'était une évidence. Pour d'autres, le doute était encore présent. En début de semaine, le leader du groupe Grasse A Tous - Ensemble et Autrement a fait taire les rumeurs en se déclarant candidat à la mairie de Grasse en mars prochain. Lors de son bilan, il avait annoncé que son groupe présenterait une liste aux élections avec la volonté d'innover. C'est sur ce postulat que Paul Euzière a annoncé non seulement sa candidature mais sa volonté de placer Philippe-Emmanuel de Fontmichel - qui rejoint sa liste - au poste de président de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse [voir ci-dessous].

Pourquoi cette double annonce ?

Nous nous rassemblons car c'est dans notre logique. Grasse à Tous était le nom de ma liste en 2014, Ensemble et Autrement, celle de Philippe-Emmanuel. Il y a des idées qui sont semblables et il faut offrir des perspectives. Nous séparons la fonction de maire et de président de l'agglomération car nous pensons que la situation des deux entités nécessite séparément un travail à 100 %. Nous nous situons sur les deux plans, ce sera une originalité forte de la campagne que nous allons mener. Avant, l'intercommunalité n'était qu'une question complémentaire. Avec les transferts de compétences, nous sommes dans une situation où cela mérite un travail à temps plein. On ne peut pas être au four et au moulin, surtout quand il y a autant de problèmes.



Paul Euzière va présenter une liste sans étiquette pour sa neuvième campagne, la troisième en tant que tête de liste.

Quelle est votre vision de Grasse aujourd'hui ?

La ville est en voie d'éclatement. Notre commune compte beaucoup de hameaux. Ça peut être une chance ou un handicap car en cas d'attractivités fortes des communes voisines, la population ne se tourne plus vers le centre-ville mais vers l'extérieur. C'est ce qui se passe depuis une vingtaine d'années. Si on continue, on deviendra une ville-dortoir éclatée. On a un atout, c'est le centre-ville. Il faut lui redonner toute son importance en recentrant les moyens sur les besoins des Grassois. Le premier, c'est réassurer la cohérence et la cohésion de la ville, qui ont été perdues à cause de choix

municipaux. Il faut inverser ce qui a été fait depuis 25 ans avec un certain nombre de mesures qui ne sont pas forcément coûteuses. Il y a de gros chantiers à mener avec des situations financières difficiles.

Parlons donc des gros chantiers. Médiathèque, Martelly... si vous êtes élus que va-t-il se passer ?

Le calendrier est différent. La médiathèque est une aberration architecturale mais elle est là. Nous essaierons de la faire marcher du mieux possible mais il va y avoir un problème : le stationnement. S'il est payant, cela va être un autre barrage. Sur Martelly, la convention est signée avec Bouygues, c'est tout. Si nous sommes élus, je demanderai un

bilan juridique et financier à l'instant T. Quel budget et avec qui etc. On en discutera et on soumettra aux Grassois car ils ont leur mot à dire. S'il devait y avoir un problème d'ordre géologique, ce serait aux contribuables de financer. Dans le contexte, il ne faut pas prendre de risque, réfléchissons à ce qu'on peut faire à notre taille. D'une manière globale, je ferais également un audit par la Chambre régionale des comptes pour connaître les marges de manœuvre. On sait qu'on ne pourra pas tout faire, mais on va faire beaucoup et surtout on va entendre les Grassois.

Vous taxez souvent vos opposants de ne pas être

Grassois, c'est si important ?

Je considère comme Grassois ceux qui y vivent et y travaillent, ce n'est pas une définition fermée. Après il y a une réalité majeure qu'il ne faut pas masquer. Un élu d'opposition [Jean-Marc Degioanni, élu Front national Ndlr] se contente de parler de communautarisme et d'immigration pour justifier la situation actuelle de la ville. Les Piémontais, les Calabrais, les Algériens, les Espagnols, les Tunisiens, les Cap-verdiens... de l'immigration à Grasse, il y en a toujours eu. Le problème c'est les décisions prises qui ont conduit à la paupérisation du centre-ville. Quand je lui ai dit qu'il n'était pas Grassois, c'est parce qu'il n'a pas la conscience historique du territoire qui est lié à l'immigration.

En 2014, vous êtes passés tout près de la victoire. Qu'est-ce qu'il vous manque pour l'emporter cette fois-ci ?

En 2014, il y a eu une désillusion. Jérôme Viaud était inconnu dans la gestion d'une ville. Aujourd'hui, il a un bilan que les Grassois peuvent juger. La situation est différente aujourd'hui. Les enjeux locaux sont plus importants. À Grasse, il n'est pas question d'étiquette. Il faut rester sur les problèmes locaux. Je le répète, nous ne sommes pas des politiciens professionnels et nous n'envisageons pas de carrière. Ce qui nous fédère, c'est notre attachement à la ville.

PROPOS RECUEILLIS PAR
MAXIME ROVELLO
mrovello@nicematin.fr

P.-E. de Fontmichel : « Retrouver une communauté de destins communs »

Pourquoi rejoindre la liste de Paul Euzière ?

On est dans la continuité du projet de 2014 [aux dernières municipales, Paul Euzière et Philippe-Emmanuel de Fontmichel s'étaient alliés au second tour avant de se séparer dans l'opposition Ndlr], la vraie question c'est "pourquoi on persévère ?". Je trouve que la persévérance est une qualité. Cette continuité a toute son actualité compte tenu du bilan de la municipalité actuelle. On se doit, en tant que

responsable local, de s'unir pour l'avenir de la ville.

Votre opinion sur l'agglomération ?

L'agglomération représente 23 communes, avec un budget d'investissement presque équivalent à la ville de Grasse. Aujourd'hui, l'agglomération est une communauté tournée vers l'offre de services, pas tellement vers l'investissement. C'est aussi la chambre de tous les égoïsmes dans la mesure où chaque commune va essayer de



Philippe-Emmanuel de Fontmichel occupera, en cas de victoire, le poste de président de la communauté d'agglomération.

(Photo Patrice Lapoirie)

tirer la couverture à elle, pour récupérer un projet dont l'intérêt communautaire peut être en doute. Il nous faut au contraire un vrai projet d'aménagement du territoire. Nous devons retrouver une communauté de destins communs autour de la ville de Grasse. Elle est l'axe central et participe à 50 % au budget de la communauté d'agglomération.

Quels sont vos axes ?

Nous devons travailler sur les déchets. Il faut réfléchir

sur un centre de tri et de combustion à l'ouest du département. Les transports sont également un gros défi, pas seulement autour de la région des transports mais aussi aux solutions alternatives prolongement de la pénétrante. L'eau et la gestion des régies, puis les zones économiques avec un rééquilibrage sur la partie nord de l'agglomération, car la partie sud est asphyxiée avec toutes les conséquences écologiques que cela comporte. Aujourd'hui, on ne pense pas l'essentiel.